

Europe

L'EURO, SOCLE DE LA SOLIDARITÉ DE L'EUROPE POLITIQUE

Groupe Europe
29/01/2014

L'euro serait-il la cause de tous les maux ? Au contraire, la monnaie commune relie concrètement, intimement les peuples européens. Contre les extrémismes et le repli sur soi, l'attachement fort à l'euro peut servir de catalyseur à une solidarité européenne nouvelle, économique et politique.

Prenons le contrepied de ceux qui accusent l'euro de tous les maux. N'est-ce pas au contraire la monnaie commune qui relie concrètement, intimement les peuples européens ? A l'heure de la montée des extrémismes et du repli sur soi en Europe, n'y aurait-il pas, pour les combattre, une solidarité à réactiver en partant de l'attachement de dix-huit peuples différents à une même monnaie ?

En effet, l'attachement à l'euro est fort et majoritaire dans les dix-huit pays de la zone. C'est en soi une réussite singulière en seulement quinze ans d'existence. Plus profondément, c'est peut-être aussi une situation historique qu'il serait impossible de défaire : l'euro a créé une solidarité de fait qui est vécue par les citoyens dans leurs échanges quotidiens.

Sur le plan économique, une véritable union économique ne complète pas encore l'union monétaire. Coordination budgétaire, union bancaire, interventions de la Banque centrale européenne (BCE) : avancées et enjeux sont passés en revue.

Comment aller plus loin dans l'intégration économique ? D'une part, il s'agit de s'armer d'outils de prévention des crises systémiques. C'est l'objet de l'union bancaire, de la supervision macroéconomique, du Mécanisme européen de stabilité. D'autre part, il est question de la création d'une capacité budgétaire pour la zone euro avec des transferts à des fins de stabilisation. En réalité, le premier ne doit pas aller sans le second.

Quel est le bon niveau d'intervention pour affronter la mondialisation ? Il ne peut plus se limiter au cadre national. L'harmonisation fiscale et sociale doit compléter le marché intérieur. Une politique économique cohérente de la zone euro dans son ensemble est également nécessaire. Dans ces deux dimensions, regagner des marges de manœuvre impose donc des transferts de compétences.

Chassez le politique, il revient au galop : c'est sur la dimension politique de l'union économique et

monétaire qu'il importe désormais d'agir. La légitimité démocratique exige que s'exerce un contrôle parlementaire, aux niveaux européen et national, sur la politique économique et budgétaire, ce qu'autorisent les traités européens actuels. Elle appelle également à débattre entre partenaires européens de ce que nous entendons garder au niveau national et de ce que nous voulons confier au niveau européen.

C'est à ce prix que les économies européennes pourront efficacement faire bloc pour défendre le modèle social européen. Il ne faut pas attendre la prochaine crise de l'euro. C'est à ce prix que la confiance, la responsabilité et la solidarité pourront à nouveau avoir un sens en Europe. C'est tout à fait possible puisque 332 millions de citoyens font déjà confiance à l'euro pour leurs transactions quotidiennes. Allons plus loin, prenons acte de cet attachement fort à la monnaie qui nous unit et faisons-en, avec tous les pays de la zone euro qui le souhaitent, le cœur et le moteur de l'Europe !